

Le Canada ne devrait-il pas être le meilleur pays du monde où grandir?



PROGRAMME 2019 D'UNICEF CANADA
CONCERNANT LES POLITIQUES
PUBLIQUES FÉDÉRALES

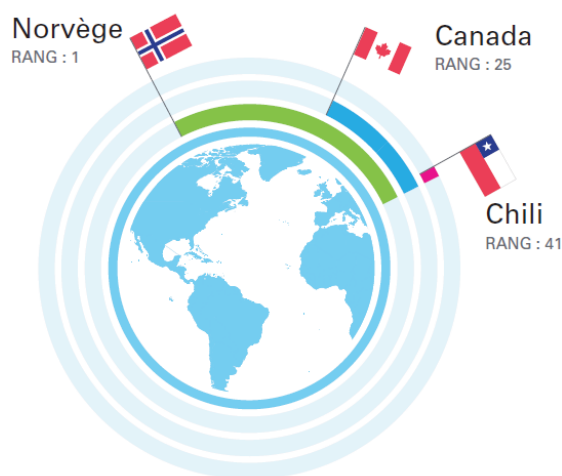


POUR CHAQUE ENFANT : PROGRAMME 2019 D'UNICEF CANADA CONCERNANT LES POLITIQUES PUBLIQUES FÉDÉRALES

Les priorités d'UNICEF Canada en matière de politiques publiques sont axées sur des solutions qui permettront d'atteindre l'objectif de l'initiative Une jeunesse de l'organisme pour les enfants au Canada, à savoir que le Canada soit le meilleur pays du monde où grandir d'ici 2030. Nous voulons également que le Canada soit un chef de file international dans la protection et la promotion des droits de l'enfant dans le monde entier.

Le Canada ne devrait-il pas être le meilleur pays du monde où grandir?

Depuis les 18 dernières années, soit l'équivalent d'une génération, les Bilans Innocenti de l'UNICEF sur la situation des enfants dans les pays riches mesurent de quelle façon nos sociétés évoluent du point de vue des plus jeunes citoyennes et citoyens. L'UNICEF rassemble et interprète certaines des meilleures données existantes et attire l'attention sur les domaines de la vie des enfants qui nécessitent des mesures urgentes. Le Canada se classe au 25^e rang parmi les 41 pays les plus riches du monde en ce qui concerne le bien-être général des enfants et des jeunes, une position médiane qui persiste à ne pas changer depuis plus de dix ansⁱ. Le Canada est le pays qui tire le plus de l'arrière en ce qui concerne la santé des enfants, y compris en matière de mortalité chez les bébés et de poids malsain; les niveaux de violence, incluant l'intimidation et les homicides d'enfants; la pauvreté; et le propre sentiment de satisfaction à l'égard de la vie des jeunes. Les progrès ralentissent dans de nombreux aspects du bien-être des enfants, malgré la croissance constante de la richesse nationale. D'importants écarts persistent dans des aspects du bien-être entre les enfants au Canada, mais le problème ne se limite pas à quelques groupes très défavorisés.



La position médiane du Canada parmi ses pairs sur le plan économique, la mauvaise santé des enfants et leur exposition à la violence, de même que les écarts qui existent entre les enfants sont fortement liés à l'augmentation importante des inégalités de revenu au cours des 15 dernières annéesⁱⁱ. Le Canada est l'un des rares pays riches où les inégalités de revenu ont le plus augmenté. Les conséquences des inégalités croissantes touchent tous les aspects de la vie des enfants, partout au pays et dans l'ensemble du spectre socioéconomique. Cela a de profondes répercussions sur l'avenir du Canada en tant que société prospère, inclusive et durable.

Comment le Canada peut-il agir pour les enfants et les jeunes sur la scène mondiale?

Le Canada est de longue date un chef de file lorsqu'il s'agit d'améliorer la vie et l'avenir des enfants dans le monde entier. C'est une initiative canadienne, l'Initiative de Muskoka, qui a motivé un engagement mondial à réduire le nombre de décès de mères et d'enfants. C'est l'une des principales raisons pour lesquelles, à de nombreux égards, les perspectives de bien-être et d'avenir des enfants n'ont jamais été aussi prometteuses à aucun autre moment de l'histoire de l'humanité. À l'échelle mondiale, le nombre de décès et le taux de mortalité chez les enfants âgés de moins de cinq ans ont tous deux diminué de plus de la moitié depuis 1990. Chaque année, des millions d'enfants supplémentaires ont accès aux vaccins essentiels à leur survie, de même qu'à la nourriture et aux soins nécessaires à leur développement physique et mental.

Le Canada a été l'un des premiers pays du monde à s'engager à éradiquer la poliomyélite. Aujourd'hui, cette maladie débilitante est éradiquée à 99,99 %, et seuls quelques cas résilients demeurent isolés en terrains difficiles. Près de trois milliards de personnes supplémentaires dans le monde ont accès à de l'eau potable. Et nous sommes fiers d'annoncer qu'autant de filles que de garçons sont inscrites à l'école primaire dans les deux tiers des régions à faible revenu. Les investissements dans l'éducation des filles, en particulier lors de situations de crise, s'inscrivent dans le cadre d'un effort plus important du Canada pour protéger les enfants les plus vulnérables du monde, dans certaines des régions où il est le plus difficile d'être simplement un enfant.

Bien que d'importants progrès aient été réalisés, ils n'ont pas été répartis équitablement entre les pays et à l'intérieur de ceux-ci. Les écarts économiques entre les riches et les pauvres se creusent, et les conséquences croissantes des changements climatiques, des crises et des conflits signifient que de plus en plus d'enfants sont déplacés, exploités et en danger, et qu'il est plus difficile de leur venir en aide.

Chaque année, trois millions d'enfants meurent de malnutrition. On estime que 1,5 million de ces décès auraient pu être évités grâce à la vaccination systématique. Chaque jour, 16 000 enfants âgés de moins de cinq ans, dont 7 000 nouveau-nés, mourront de causes pour la plupart évitables. Bien que les taux d'inscription à l'école primaire se soient améliorés dans l'ensemble, plus d'un enfant sur trois abandonnera l'école sans avoir appris à lire, à écrire ou à faire des calculs de base.

On estime enfin que 50 millions d'enfants sont actuellement en déplacement. La plupart d'entre eux fuient en raison de taux accrus de violence, d'exploitation et de pauvreté, de la guerre et des conséquences des changements climatiques.

Les filles et les jeunes femmes continuent d'être les plus laissées-pour-compte et les plus vulnérables, car elles sont prises dans des cycles intergénérationnels de pauvreté et d'inégalité. La non-résolution de cette situation demeure un obstacle majeur à l'obtention de dividendes démographiques, à l'égalité, à la résilience aux changements, à la paix et à la prospérité de certains pays.

Quatre politiques pour faire du Canada le meilleur endroit où grandir

UNICEF Canada a demandé à des centaines de personnes de partout au pays, y compris à des jeunes, à quoi devrait ressembler l'enfance au Canada. Voici notre vision inspirante et réalisable de la vie des enfants dans une société équitable et durable :

Un pays où aucun enfant ne vit dans la pauvreté;
où les enfants sont en bonne santé, en sécurité et protégés;
où ils sont libres de rêver, de jouer, de s'émerveiller et d'apprendre;
où ils savent qui ils sont, d'où ils viennent et où ils vont;
où ils ont accès aux ressources dont ils ont besoin pour réaliser pleinement leur potentiel;
où ils se sentent aimés et sentent qu'ils ont leur placeⁱⁱⁱ.

Nous savons où nous en sommes, et les élections fédérales de 2019 sont l'occasion pour nous de nous tenir aux côtés des enfants au Canada. Quelles mesures fédérales pourraient engendrer les plus grandes retombées pour le bien-être des enfants et des jeunes au Canada?

Quatre politiques pour faire du Canada le meilleur endroit où grandir

1. Réduire les inégalités de revenu : répartir l'équité pour les enfants
2. Investir plus tôt dans la vie des enfants
3. Poursuivre les efforts de réconciliation pour les enfants autochtones
4. Accorder la priorité aux enfants dans la prise de décisions

1. Réduire les inégalités de revenu : Répartir l'équité pour les enfants

Il est essentiel de limiter les inégalités de revenu pour améliorer la qualité de vie de tous les enfants, et pas seulement de ceux qui sont le plus laissés-pour-compte. Il est essentiel de veiller non seulement à ce que leurs besoins soient comblés, mais aussi à ce que chaque enfant ait des possibilités équitables de participer à la société et d'aspirer à un avenir positif. L'Allocation canadienne pour enfants est un puissant facteur égalisateur, mais ses effets sont moindres que ceux de programmes comparables dans de nombreux autres pays à revenu élevé. L'Allocation canadienne pour enfants réduit la pauvreté des enfants d'environ 20 %, mais les pays qui affichent les degrés de bien-être les plus élevés chez les enfants et les jeunes parviennent à réduire la pauvreté des enfants de plus de 60 % grâce à des allocations de revenu familial. L'Allocation

canadienne pour enfants laisse aussi pour compte certains des enfants les plus vulnérables^{1ivv}.

Le Dividende pour enfants compléterait l'Allocation canadienne pour enfants grâce à une prestation de revenu pour les familles à plus faible revenu avec enfants afin de réduire d'au moins 60 % la pauvreté des enfants de 2015. Le but ultime serait de réduire la pauvreté des enfants à 5 % d'ici 2030, ce qu'obtiennent actuellement les pays les mieux cotés. Ainsi, près de 800 000 enfants de moins vivraient dans la pauvreté. Un Dividende pour enfants coûterait environ 4 % de l'actuel budget de programme fédéral.

2. Investir plus tôt dans la vie des enfants

Les inégalités en matière de bien-être chez les enfants et les jeunes apparaissent dès les premières années de vie. Investir dans le développement du jeune enfant permet à tous les enfants de s'épanouir, réduit les inégalités et permet aux parents de rapporter un revenu familial suffisant. Tous les paliers de gouvernement élaborent un cadre national pour la petite enfance², le gouvernement fédéral s'engageant à investir près de huit milliards de dollars au cours de la prochaine décennie, et les provinces et les territoires investissant près de douze milliards de dollars par année. Les services d'apprentissage et de garde de grande qualité ne sont toutefois pas abordables pour toutes les familles ni accessibles pour tous les enfants. Le Canada se situe loin derrière ses pairs sur le plan économique en ce qui concerne la prestation de services d'apprentissage et de garde des jeunes enfants de qualité supérieure.

Le bon départ : pour garantir un service d'apprentissage et de garde de grande qualité à chaque enfant qui en a besoin, augmenter à quatre milliards de dollars par année la contribution fédérale au Cadre multilatéral pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants et viser une contribution de 6 % du budget pour les enfants âgés de moins de six ans, lesquels représentent 6 % de la population³.

3. Poursuivre les efforts de réconciliation pour les enfants autochtones

Les enfants et les familles des Premières Nations qui vivent dans les réserves et dans les territoires reçoivent des services publics financés par le gouvernement fédéral. Depuis la Confédération, ces services sont nettement inférieurs à ceux que reçoit le reste de la population canadienne. En 2015, la Commission de vérité et réconciliation a publié ses appels à l'action, y compris un appel à atteindre la parité des résultats en matière de bien-être chez les enfants inuits, métis et des Premières Nations. Cela nécessite des dépenses dans les services publics destinés aux enfants, y compris dans les services d'alimentation en eau potable, de soins de santé, d'éducation et de protection.

¹ Les enfants dont les parents sont en situation irrégulière au regard de la loi sur l'immigration, y compris ceux qui sont nés au Canada, ne sont pas admissibles à l'allocation. Les barrières administratives excluent également certains enfants, comme ceux en situation instable en matière de logement pour qui il est difficile de vérifier l'adresse du domicile. En raison d'obstacles les empêchant d'avoir accès aux services, environ 20 % des enfants des Premières Nations ne reçoivent pas l'Allocation canadienne, ce qui représente 5 % de la population générale d'enfants. La pauvreté des enfants fait référence à la mesure de faible revenu, la norme internationale comparable. Le dividende pour enfants pourrait être distribué sous la forme d'un crédit d'impôt similaire au crédit pour TPS, comme cela a été proposé dans le Dignity Dividend modélisé par le Centre canadien de politiques alternatives.

² Les budgets de 2016 et de 2017 du gouvernement du Canada prévoyaient des investissements fédéraux totalisant 7,5 milliards de dollars répartis sur onze ans pour soutenir et créer davantage de services de garde abordables et de qualité supérieure partout au pays.

³ La contribution fédérale au Cadre multilatéral pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants devrait inclure une condition selon laquelle les enfants en situation irrégulière au regard de la loi sur l'immigration, et dont les parents sont également en situation irrégulière, sont admissibles aux services publics d'apprentissage et de garde des jeunes enfants.

L'équité pour les enfants autochtones : mettre définitivement fin aux déficits de financement des services publics fournis aux enfants des Premières Nations : adopter le plan Spirit Bear proposé par la Société de soutien à l'enfance et à la famille des Premières Nations du Canada et avalisé par les chefs de l'Assemblée des Premières Nations.

4. Accorder la priorité aux enfants dans la prise de décisions

Les enfants constituent une population importante dont les intérêts sont souvent négligés dans les processus décisionnels du gouvernement, parce qu'ils ne votent pas et manquent d'influence, et parce qu'on part souvent du principe qu'ils ne seront pas affectés. La plupart des décisions ont pourtant des effets sur les enfants. L'enfance ne pouvant être vécue qu'une seule fois, des privations ou des conditions défavorables peuvent affecter les enfants de façon disproportionnée. Les décisions sont meilleures lorsque les conséquences pour les enfants sont particulièrement prises en compte et que leurs intérêts passent avant tout autre intérêt concurrent. Une bonne gouvernance pour les enfants est un moyen peu coûteux d'appuyer des décisions efficaces.

- **Décider dans l'intérêt supérieur des enfants** : intégrer l'évaluation d'impact sur les droits de l'enfant aux mémoires destinés au Cabinet et à l'élaboration des lois afin d'améliorer les politiques, les lois et les autres décisions qui concernent les enfants et les jeunes.
- **Rendre public ce que nous dépensons** : dans les budgets fédéraux et les mises à jour économiques, publier des comptes clairs des budgets et des dépenses pour les investissements axés sur les enfants et les jeunes. Le programme mondial de l'UNICEF en matière de finances publiques pour les enfants propose des méthodes et des principes directeurs, et l'organisation Generation Squeeze a démontré une approche que le gouvernement fédéral pourrait adopter.
- **L'âge de vote à 16 ans** : abaisser l'âge pour voter aux élections fédérales afin que les jeunes puissent faire entendre leur voix relativement aux décisions qui les concernent et ainsi veiller à ce que leurs intérêts soient pris en compte.
- **Une commission à l'enfance et à la jeunesse** : instituer dans la législation une commission chargée d'aider le gouvernement fédéral à créer et à surveiller des politiques et des lois garantissant la protection et le respect des droits, des intérêts et du bien-être des enfants et des jeunes. Un bureau de commissaire fédéral coûterait environ un dollar par enfant, soit le montant du budget fédéral dépensé toutes les dix minutes.

Quatre autres initiatives politiques qui permettront d'améliorer la situation :

Une stratégie nationale pour mettre fin à la violence envers les enfants

Dans les pays où il existe de plus grandes inégalités de revenu, les enfants et les jeunes ont tendance à être davantage exposés à la violence. Au Canada, les taux d'intimidation chez les enfants et le nombre d'homicide d'enfants sont supérieurs à ceux des autres pays riches. Le Canada se classe au 27^e rang sur 41 pays en ce qui concerne le taux d'intimidation chez les enfants et il se classe au 33^e rang pour ce qui concerne les homicides d'enfants^{vi}. Les homicides d'enfants sont un indicateur révélateur d'autres formes de violence, notamment de mauvais traitements, de châtiments corporels et de bagarres. Une **stratégie nationale prenant en compte toutes les formes de violence** auxquelles sont exposés tous les enfants permettra de concentrer

les efforts sur les causes profondes de la violence et sur ceux qui en portent le plus lourd fardeau. Au niveau fédéral, il est essentiel de réduire les inégalités de revenu pour réduire dans la société les niveaux de violence que subissent les enfants. Le gouvernement du Canada peut également veiller à ce que ses lois et ses investissements fassent partie d'une stratégie nationale.

Garder les enfants migrants et leur famille ensemble

Des gens émigrent au Canada dans toutes sortes de circonstances. Pour certains, ce voyage suppose des décisions difficiles faisant que des familles se trouvent séparées de leurs proches sans savoir quand ni même s'ils seront réunis. Parfois, des enfants arrivent au Canada sans leurs parents, tandis que d'autres peuvent être temporairement laissés derrière par des membres de leur famille qui émigrent au Canada. En vertu de la Convention relative aux droits de l'enfant des Nations Unies, tous les enfants ont le droit de vivre avec leurs parents, sauf si cela est contraire à leur intérêt supérieur.

Au Canada, les enfants migrants restent trop souvent séparés de leur famille pour des raisons frustrantes de bureaucratie. La réunification des familles implique souvent de longues périodes d'attente, tandis que des obstacles, comme les seuils de revenu et les définitions de la famille qui excluent les familles élargies, mettent cette réunification hors de portée pour certains. À l'heure actuelle, la loi canadienne n'autorise pas la réunification familiale pour les enfants réfugiés qui arrivent non accompagnés au Canada. En raison de longs retards dans le processus visant à déterminer le statut juridique d'un enfant ou à faciliter la réunification des membres de la famille, de nombreux enfants se sont trouvés en situation de vide juridique ou en situation irrégulière, et leur vie a été mise en suspens. Cela rend la planification pour l'avenir très difficile et rend ces enfants extrêmement exposés au risque d'exclusion et d'exploitation.

UNICEF Canada exhorte le gouvernement du Canada à supprimer les obstacles à la réunification des familles en **accordant la priorité aux enfants séparés lors du traitement de leur dossier d'immigration** (la même entrée express en six mois promise aux candidates et candidats de la classe économique); en **permettant aux enfants réfugiés d'être réunis avec leurs parents et leurs frères et sœurs au Canada** (modifier la définition de « membre de la famille » à la section 3 de la partie 1 du Règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés (DORS/2002-227); en **éliminant l'interdiction permanente de parrainage pour les membres de la famille qui n'ont pas fait l'objet d'un examen** (abrogation de l'article 117(9)(d) du Règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés (DORS/2002-227), et; en **cherchant des solutions autres que la détention dans les cas où la détention liée à l'immigration entraînerait la séparation de la famille ou le placement d'enfants en centre de détention**.

Un programme universel d'alimentation scolaire

Au Canada, un enfant sur six ne connaît pas la sécurité alimentaire, à savoir un accès permanent à des aliments nutritifs en quantité suffisante, ce qui fait du Canada un sérieux retardataire en matière d'alimentation chez les enfants. Le Canada se classe en effet au 37^e rang sur 41 pays riches en ce qui concerne la sécurité alimentaire et l'alimentation^{vii}. Plus qu'une conséquence de la pauvreté ou du système alimentaire, le droit à une alimentation adéquate est une préoccupation générale sachant que les deux tiers des élèves du secondaire ne prennent pas de petit-déjeuner. Alors que la société a changé et que les familles sont de plus en plus stressées et soumises à des contraintes d'horaire, il est plus difficile pour les jeunes d'avoir des repas à heures régulières à la maison. Aller à l'école le ventre vide affecte les résultats scolaires des élèves et contribue à certains problèmes, comme l'intimidation. Pourtant, seulement un élève sur cinq fréquente une école qui offre un repas sain par jour. Le système actuel contribue aux inégalités en matière d'apprentissage et de santé, problèmes pour lesquels les trois paliers de gouvernement dépensent chaque année des centaines de milliards de dollars. Les repas scolaires financés par des fonds publics sont la norme à l'échelle internationale, y compris parmi les autres pays du G7. Certaines provinces prennent les devants à ce sujet. En tant que membre de la Coalition pour une saine alimentation scolaire, nous exhortons le gouvernement fédéral à tenir sa promesse de **créer un partenariat pancanadien pour un programme universel d'alimentation scolaire** et de #NourrirLesEnfantsMaintenant.

L'initiative Hôpital ami des bébés

L'UNICEF encourage les gouvernements et les autres parties intervenantes à mettre en œuvre des politiques et des plans d'action qui favorisent et protègent l'allaitement maternel jusqu'à 24 mois, ce qui constitue le meilleur départ pour une vie en bonne santé. L'UNICEF promeut l'initiative Hôpital ami des bébés pour soutenir l'allaitement maternel dans les hôpitaux et les centres de santé du monde entier. Cofondé par UNICEF Canada, le Comité canadien pour l'allaitement administre l'initiative Hôpital ami des bébés au Canada, un programme approuvé par la Société canadienne de pédiatrie et soutenu par l'Agence de la santé publique du Canada. Le Canada, avec des engagements fermes de la part de gouvernements provinciaux, dont ceux du Québec, de l'Ontario et du Manitoba, compte plus de 50 établissements de santé qui sont une référence absolue dans la promotion de l'allaitement maternel.

Pourtant, alors que près de 90 % des femmes commencent à allaiter dès l'accouchement, ce taux retombe à près de 30 % à six mois. Dans certains pays pairs, le taux est maintenu à près de 70 %, ce qui représente l'objectif mondial^{viii}. Au Canada, seulement un quart à un tiers des femmes reçoivent le soutien recommandé pendant leur séjour à l'hôpital. Les femmes qui poursuivent l'allaitement bénéficient probablement de plusieurs des mécanismes de soutien suivants :

- elles vivent au sein d'une famille, d'une communauté et d'une société dont les normes sociales sont favorables à de bonnes pratiques d'allaitement;
- elles accouchent dans un établissement doté de politiques « amies des bébés » et reçoivent des renseignements fiables et un soutien pratique;
- leurs gouvernements appuient les politiques amies des mères et des bébés appropriées, y compris l'accès à un congé de maternité abordable et d'une durée suffisante et la protection contre la commercialisation de substituts du lait maternel.

Le gouvernement fédéral a un rôle important à jouer dans l'amélioration du soutien à l'allaitement maternel :

- **en misant sur le congé parental pour augmenter le taux de remplacement du revenu à 70 % et le supplément familial à 100 %, et ramener le revenu admissible à un revenu minimum assurable de 2 000 dollars pendant la période de référence, peu importe le nombre d'heures travaillées;**
- **en augmentant l'investissement dans l'initiative Hôpital ami des bébés, en particulier pour les communautés autochtones et les centres de naissance.**

En plus de sauver des vies et de réduire l'incidence de maladies chez les enfants, ces politiques visant à soutenir et à promouvoir l'allaitement pourraient permettre de réduire les coûts liés aux soins de santé. Des études indiquent que des coûts de soins de santé moins élevés sont associés à l'allaitement maternel. Parmi celles-ci, une étude britannique a révélé que l'allaitement maternel exclusif jusqu'à quatre mois permettrait au système de santé britannique d'économiser environ 27 millions de dollars par année.

Que pensent les utilisatrices et les utilisateurs de U-Report?

U-Report Canada est une plateforme qui permet aux jeunes âgés de 13 à 24 ans de s'exprimer et aux décisionnaires de connaître et de comprendre leurs points de vue. Mis au point par l'UNICEF, U-Report recueille l'opinion et le point de vue de jeunes sur des questions qu'ils jugent importantes pour favoriser un changement positif. U-Report est un moyen unique d'obtenir une analyse rapide et en temps réel du point de vue des jeunes à des fins diverses pour comprendre, par exemple, comment différents groupes de jeunes sont affectés par des décisions, des politiques, des services et des événements, et pour faire participer les jeunes aux décisions qui les concernent. U-Report est utilisé dans plus de 45 pays par six millions de jeunes. Toutes les 30 secondes, une nouvelle utilisatrice ou un nouvel utilisateur dans le monde s'inscrit à U-Report.



Lancé au Canada le 21 octobre 2018, soit un an avant les élections fédérales prévues, U-Report Canada compte plus de 300 jeunes utilisatrices et utilisateurs de toutes les provinces et de tous les territoires. Les partenaires de U-Report d'UNICEF Canada comprennent la Commission des étudiants du Canada, Repaires jeunesse du Canada, Guides du Canada, Jeunesse, j'écoute, et la Société de soutien à l'enfance et à la famille des Premières Nations du Canada. Dans le cadre de notre premier sondage officiel, nous avons demandé aux utilisatrices et utilisateurs de U-Report quelles étaient leurs priorités pour les élections fédérales de 2019. Ils ont dit vouloir que le gouvernement fédéral fasse davantage pour améliorer la santé et la sécurité alimentaire et pour réduire la violence. Les priorités d'UNICEF Canada en matière de politique sont établies en écoutant les enfants et les jeunes. Nous exhortons le prochain gouvernement fédéral à faire de même.

Les utilisatrices et utilisateurs de U-Report pensent que le gouvernement du Canada fait « un excellent ou un bon travail » dans les domaines suivants :

Amélioration de l'environnement : 8 %

Réconciliation avec les peuples autochtones : 20 %

Amélioration de la sécurité alimentaire : 23 %

Amélioration des services de santé mentale : 24 %

Réduction de la violence : 28 %

S'assurer que les enfants et les jeunes sont en bonne santé : 37 %

Le rôle du Canada dans le monde : trois politiques pour mieux assurer la santé et la protection de chaque enfant

Les élections fédérales de 2019 sont également l'occasion pour nous de nous tenir aux côtés des enfants, où qu'ils soient. Quelles priorités mondiales pourraient engendrer les plus grandes retombées pour le bien-être des enfants et des jeunes du monde entier?

Trois politiques pour le rôle du Canada dans le monde :

1. Continuer d'investir dans la santé mondiale
2. Protéger les enfants dans la chaîne d'approvisionnement
3. Éliminer toutes les formes de violence envers les enfants en zones de conflit

1. Continuer d'investir dans la santé mondiale

Des progrès importants ont été réalisés dans le domaine de la santé mondiale, avec l'appui du Canada et grâce à son rôle formidable de chef de file, mais le travail n'est pas terminé. En réalité, beaucoup d'enfants ne reçoivent pas les soins de santé de base et l'alimentation dont ils ont besoin non seulement pour survivre, mais pour s'épanouir. Chaque jour, par exemple, 7 000 nouveau-nés meurent de causes pour la plupart évitables. Il faut en faire davantage pour s'attaquer à tous les facteurs qui constituent des obstacles à la santé et à l'alimentation chez les enfants, notamment en luttant contre les inégalités, comme la pauvreté, et en améliorant les possibilités d'éducation pour les adolescentes et les jeunes femmes. Le Canada peut continuer de jouer son rôle de chef de file mondial et veiller à ce que les enfants survivent et s'épanouissent en augmentant ses dépenses en matière d'aide internationale dans le domaine de la santé de 1 milliard de dollars à 1,4 milliards de dollars par année sur dix ans, et en s'engageant à mettre fin aux décès évitables de nouveau-nés d'ici 2030.

2. Protéger les enfants dans la chaîne d'approvisionnement

À l'échelle mondiale, 152 millions d'enfants sont victimes du travail des enfants, de l'esclavage moderne et d'autres formes de violations de leurs droits fondamentaux d'un bout à l'autre de la chaîne d'approvisionnement mondiale. Cela peut signifier qu'ils sont forcés de travailler en tant que mineurs, de travailler pendant de longues heures dans des conditions inhumaines, avec une maigre rémunération sinon aucune, dans des environnements violents, dangereux et préjudiciables à leur santé, à leur bien-être et à leur avenir. Pour protéger les enfants dans la chaîne d'approvisionnement mondiale, le gouvernement fédéral devrait adopter une loi obligeant les entreprises canadiennes à faire preuve de diligence raisonnable et à rendre compte de leurs efforts pour lutter contre le travail des enfants, l'esclavage moderne et les autres problèmes relatifs aux droits de l'homme dans leurs activités et leurs chaînes d'approvisionnement.

3. Éliminer toutes les formes de violence envers les enfants en zones de conflit

Les enfants qui vivent dans des pays en guerre sont la cible d'attaques directes, sont tués, mutilés, recrutés pour combattre et utilisés comme boucliers humains. Leurs maisons, leurs écoles, leurs hôpitaux et les autres services essentiels sont attaqués ou ils s'en voient privés. Cette situation ne peut pas être acceptée comme étant la « nouvelle norme ». En s'appuyant sur ses efforts déployés de longue date pour protéger les enfants lors de conflits, le Canada doit maintenant plus que jamais intervenir, dénoncer ces actes et demander des comptes à celles et ceux qui en sont responsables. Le Canada peut commencer par demander à tous les pays de signer en bloc les quatre principaux accords sur la protection des enfants dans les conflits armés, à savoir la Déclaration sur la sécurité dans les écoles, le Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, les Principes de Vancouver sur le maintien de la paix et la prévention du recrutement et de l'utilisation d'enfants soldats, et les Principes de Paris relatifs aux enfants associés aux forces armées ou aux groupes armés. Il est impératif de créer une base de consensus plus solide sur cette question urgente.

-
- ⁱ Bureau de recherche de l'UNICEF (2017). Construire l'avenir : les enfants et les Objectifs de développement durable dans les pays riches, Bilan Innocenti 14, bureau de recherche de l'UNICEF – Innocenti, Florence
- ⁱⁱ Bureau de recherche de l'UNICEF (2016). L'équité entre les enfants : tableau de classement des inégalités de bien-être entre les enfants des pays riches, Bilan Innocenti 13, bureau de recherche de l'UNICEF – Innocenti, Florence
- ⁱⁱⁱ Overlap Associates (2015). *If not UNICEF Canada: Designing an observatory of childhood well-being in Canada*. Mémoire préparé pour UNICEF Canada. Waterloo, Ontario
- ^{iv} Bureau de recherche de l'UNICEF (2017). Construire l'avenir : les enfants et les Objectifs de développement durable dans les pays riches, Bilan Innocenti 14, bureau de recherche de l'UNICEF – Innocenti, Florence : document canadien d'accompagnement
- ^v South East Asian Legal Clinic and partners (2017). *Every Child Counts: Making sure the Canada Child Benefit is a Benefit for All Children*
- ^{vi} Bureau de recherche de l'UNICEF (2017). Construire l'avenir : les enfants et les Objectifs de développement durable dans les pays riches, Bilan Innocenti 14, bureau de recherche de l'UNICEF – Innocenti, Florence
- ^{vii} Bureau de recherche de l'UNICEF (2017). Construire l'avenir : les enfants et les Objectifs de développement durable dans les pays riches, Bilan Innocenti 14, bureau de recherche de l'UNICEF – Innocenti, Florence
- ^{viii} Bureau de recherche de l'UNICEF (2017). Construire l'avenir : les enfants et les Objectifs de développement durable dans les pays riches, Bilan Innocenti 14, bureau de recherche de l'UNICEF – Innocenti, Florence

L'initiative Une Jeunesse d'UNICEF Canada

Dans le but de faire passer le pays de la 25^e place au premier rang, UNICEF Canada a lancé l'initiative Une jeunesse qui vise à faire du Canada le meilleur endroit où grandir au monde. En tant qu'organisme des Nations Unies au service des enfants à l'échelle mondiale, l'UNICEF s'efforce d'améliorer les conditions de chaque enfant depuis plus de 70 ans, et a sauvé la vie d'un plus grand nombre d'enfants que toute autre organisation humanitaire. L'initiative Une jeunesse d'UNICEF Canada met à profit cette mission au Canada, en élaborant la nouvelle norme d'excellence pour mesurer le bien-être des enfants, ainsi qu'en élaborant et en mettant à l'essai des solutions novatrices pour relever les défis auxquels les enfants sont confrontés. Nous appelons les Canadiens et Canadiennes à passer à l'action et à en faire plus pour les enfants et les jeunes.

Pour plusieurs raisons - des inégalités de revenus jusqu'à l'accès aux programmes d'éducation pour les jeunes enfants - 8 millions d'enfants au Canada sont concernés par les prochaines élections fédérales. Aucun d'entre eux ne peut voter, mais vous, vous le pouvez. En octobre, **#VotezPourChaqueEnfant**.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec:

Emily O'Connor
Responsable des communications
UNICEF Canada
eoconnor@unicef.ca
1 416 482 4444 poste 8866

Numéro d'organisme de bienfaisance :
122680572 RR0001

